

# La SADC cautionne la mauvaise gouvernance

La Gazette – Fanjanarivo – 14/06/11

Abus d'exonérations fiscales pour les entreprises du groupe Tiko, légitimation de décisions pour servir des intérêts personnels (comme pour la détaxation pour Tiko légitimée par la loi n° 2003-006 du 16 juillet 2003), série d'importations de vaches laitières au nom de l'Etat mais dont une grande majorité a servi Tiko Farm... La liste est très longue si l'on doit énumérer les pratiques de mauvaise gouvernance du président démissionnaire Marc Ravalomanana. Celui-là même que la SADC veut faire revenir à Madagascar sans aucune condition. Il a beaucoup contribué à la pauvreté du pays et au blocage du secteur privé. Sous son régime, la pauvreté n'a guère reculé malgré des croissances ronflantes. Les Malgaches étaient toujours 2 fois plus pauvres qu'en 1983. Certes, il y a eu les routes mais l'ex président n'a fait que renforcer son empire économique. Les erreurs de gouvernance citées plus haut en sont les preuves. Rappelons que l'abus d'exonérations fiscales pour Tiko et le flou dans l'achat de l'avion présidentiel Force One II ont été à la source de la suspension des aides budgétaires en fin 2008.

C'était une sonnette d'alarme pour dénoncer les dérives de gouvernance. Pour une fois que les bailleurs de fonds ont daigné bouger officiellement le petit doigt pour dénoncer, ils l'ont fait mais sur le tard. Auparavant, Marc Ravalomanana a tout fait pour amasser le maximum de fortune en usant de mesures fausement légales ou non. L'on se rappelle, entre autres, le salaire royal offert aux deux dirigeants expatriés de la Jirama : en 2007, ceux-ci ont touché 590,6 millions Ar, soit un salaire annuel supérieur à celui du président français Nicolas Sarkozy. Ils ont été pourtant recrutés pour redresser une entreprise très mal en point. Evidemment, les bailleurs de fonds ont refusé de payer un tel salaire et l'Etat (et donc les contribuables) s'y est engagé avec à la clé des montants à partager dans la haute sphère politique malgache. En 2008, ce salaire a augmenté de 25 millions Ar alors que la situation de la Jirama était loin de s'améliorer.

Sinon, les agissements de l'ex président ont bloqué la concurrence dans des secteurs porteurs comme la production et la distribution alimentaire (filiale lait, huile alimentaire, riz, farine, boissons hygiéniques). Un document écrit par un responsable de la Banque mondiale en 2010 précise : « Ces entreprises ont bénéficié de protection tarifaire relativement élevée (en général le maximum de 20%) et abusé de pratiques « coercitives » sur leurs réseaux de distributeurs et de fournisseurs. Ces entreprises de l'ex président ont même bénéficié d'une exonération fiscale consolidant encore plus la position dominante sur le marché domestique ». Ce n'est pas étonnant si la quasi-disparition de Tiko aux lendemains des violences politiques de 2009 a conduit à une baisse de 59% des prix de plusieurs PPN selon un document onusien jamais rendu officiel jusqu'ici. Le fait est irréfutable : les cartels de Ravalomanana ont beaucoup contribué à étoffer la fortune de ce dernier estimé actuellement à 750 millions de dollars, et ont pénalisé les consommateurs les plus pauvres. On n'oublie pas les spoliations de propriétaires terriens à Antsirabe, Ambatondrazaka... et de l'Etat à travers l'accaparement de terrains à Andohatapenaka, Antsiranana, Fort-Dauphin etc. Certes, le régime Rajoelina, les régimes Ratsiraka et Zafy ne sont pas blancs comme neige mais Ravalomanana a surclassé tout le monde en matière de mauvaise gouvernance. Avec sa décision, la SADC donne le mauvais exemple pour tout politicien africain : piller votre pays, devenez riche et la prochaine crise vous lavera de tout soupçon pour vous permettre de mieux piller encore et toujours.

Source : [http://www.lagazette-dgi.com/index.php?option=com\\_content&view=article&id=13362:crise-politique-la-sadc-cautionne-la-mauvaise-gouvernance&catid=45:newsflash&Itemid=58](http://www.lagazette-dgi.com/index.php?option=com_content&view=article&id=13362:crise-politique-la-sadc-cautionne-la-mauvaise-gouvernance&catid=45:newsflash&Itemid=58)